



SAVIGNY-LE-TEMPLE, le

19 NOV. 2008



DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE,
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
D'ILE-DE-FRANCE
GROUPE DE SUBDIVISIONS DE SEINE-ET-MARNE
14, RUE DE L'ALUMINIUM
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE CEDEX
TEL. : 01 64 10 53 53
FAX : 01 64 41 61 99
<http://www.ile-de-France.drire.gouv.fr>

INSTALLATIONS CLASSEES CARRIERES

EXPLOITANT :

LAFARGE PLATRES
500 rue Marcel Demonque
zone technologique Agroparc
84915 AVIGNON

SITE CONCERNE : n° 77.363.001

Quartiers « Les 25 Arpents » « La Pièce de
Poitou » « Mazarin »
Communes de Le Pin et Villevaudé

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par bordereau du 6 août 2008, le préfet de Seine-et-Marne nous a transmis pour avis et proposition une demande de modification des phases d'exploitation et des garanties financières d'une carrière de gypse exploitée par la société LAFARGE PLATRES.

Le présent rapport étudie les informations fournies et conclut par une proposition de modification de l'arrêté d'autorisation d'exploiter. Un projet d'arrêté complémentaire est annexé.

I - HISTORIQUE ADMINISTRATIF

Les activités exercées sur le site de Le Pin, au profit de la société LAFARGE PLATRES ont été autorisées en dernier lieu par arrêté préfectoral n°08 DAIDD M 017 du 23 avril 2008.

Cette autorisation concerne l'exploitation d'une carrière de gypse, d'une production maximale de 495 000 Tonnes par an, pour une durée, incluant la remise en état, de 30 ans.

II - EXAMEN DE LA DEMANDE

Précédemment autorisée en 1988, la société LAFARGE PLATRES a déposé en décembre 2003 une demande de renouvellement d'autorisation et d'extension de son site de Le Pin.

L'aboutissement de l'instruction a été retardé par la non-compatibilité du projet avec le document d'urbanisme de la commune de Villevaudé, celui-ci ayant été annulé en novembre 2004 par décision de la juridiction administrative. Le plan d'occupation des sols a finalement été modifié en 2008, au terme d'une procédure de définition de projet d'intérêt général.

Or, pendant ce temps, l'exploitant a poursuivi ses activités extractives dans le respect du cadre administratif déterminé par l'arrêté préfectoral du 22 avril 1988, avec un phasage fixé.

Ainsi, lorsqu'en 2003, l'exploitant a présenté sa demande, il a accompagné celle-ci d'un phasage d'exploitation établi à un état initial situé en 2003.

Lorsqu'en 2008, la nouvelle autorisation est délivrée, elle l'est selon les éléments présentés en 2003, nonobstant les prescriptions adaptées résultant de l'enquête publique et de la consultation administrative.

Le 7 mai 2008, nous avons mené une inspection du site LAFARGE, au cours de laquelle nous avons notamment examiné l'avancement des travaux, au regard de l'autorisation nouvellement signée.

Nous avons ainsi constaté le décalage entre ce qui, théoriquement, devait être le début de la phase 1, selon l'autorisation de 2008, et ce qui dans les faits correspondait à la fin du phasage selon les modalités de 1988, soit approximativement la fin de cette même phase 1.

Il n'était pas raisonnable, ni logique d'exiger de l'exploitant de revenir à la situation théorique. Aussi, nous lui avons demandé, et confirmé par notre lettre de suites d'inspection du 29 mai 2008, de présenter auprès du préfet un dossier d'actualisation du phasage.

C'est ce dossier qui a été adressé au préfet par courrier du 31 juillet 2008.

Il ressort ainsi que :

- toutes des dispositions en ce qui concerne la méthodologie d'exploitation, la surveillance du milieu naturel et des effets des activités, ainsi que les moyens de protection ne sont pas remises en cause,
- le phasage est translaté d'une durée quinquennale au regard de ce qui est décrit dans l'autorisation de 2008. Il convient donc de modifier cet arrêté préfectoral afin :
 - d'y annexer le phasage actualisé,
 - d'y mettre à jour conséquemment le calcul de garanties financières pour la remise en état du site,
 - de ramener à 25 ans la durée de l'autorisation.

III - CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS

La modification du phasage présentée par l'exploitant ne remet pas en cause les éléments essentiels ayant conduit à la signature de l'autorisation en 2008.

Nous proposons de statuer sur cette demande par voie d'arrêté préfectoral complémentaire pris par application de l'article R.512-31 du code de l'environnement, pris après avis de la commission consultative, en l'occurrence, la

commission départementale de la nature, des paysages et des sites dans sa formation spécialisée des carrières.

Un projet de prescriptions est annexé au présent rapport afin de modifier :

- l'article I-1 « Autorisation » : durée d'autorisation ramenée à 25 ans ;
- l'article I-3.3 « Volume et tonnage d'extraction » : durée d'extraction ramenée à 19 ans, et volume ramené à 7 220 000 tonnes à extraire ;
- le tableau situé en préambule de la section 2 « conduite de l'exploitation », qui répertorie les étapes essentielles des travaux d'exploitation ;
- l'article V-1 « Montant des garanties financières » : actualisation du calcul selon le nouveau phasage et le dernier indice TP 01 connu.
- l'article IV.3.2.6 « Eaux souterraines » afin de corriger le positionnement des piézomètres de surveillance (Un en amont et deux en aval et non l'inverse).

L'inspecteur des installations classées,

Vu, adopté et transmis,
Pour le directeur et par délégation,
Le Chef de Groupe de Subdivisions,

Projet d'arrêté préfectoral complémentaire modifiant certaines dispositions de l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD M017 du 23 avril 2008 autorisant la société LAFARGE PLATRES à poursuivre, étendre, modifier l'exploitation d'une carrière de gypse sur le territoire des communes de Le Pin et Villevaudé.

**Le Préfet de Seine et Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, notamment son article R.512-31,

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 fixant le modèle d'attestation de garanties financières prévu à l'article 23-3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977,

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières, et à leur actualisation,

Vu la circulaire du ministère chargé de l'Environnement du 2 juillet 1996 concernant l'application de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière,

Vu la circulaire du ministère chargé de l'Environnement du 16 mars 1998 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières,

Vu l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD M 017 du 23 avril 2008 autorisant la société LAFARGE PLATRES à poursuivre, modifier et étendre l'exploitation d'une carrière de gypse sur le territoire des communes de LE PIN et VILLEVAUDE,

Vu le courrier en date du 31 juillet 2008 par lequel Daniel FOURTIER, directeur du site LAFARGE PLATRES de Le Pin porte à la connaissance du préfet les modifications intervenues sur les phases d'exploitation de la carrière,

Vu le rapport du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement en date du

.... ,
Considérant que les modifications intervenues sur les phases d'exploitation de la carrière ne remettent pas en cause les éléments essentiels ayant conduit à la délivrance de l'autorisation du 23 avril 2008, ni l'économie générale du projet,

Considérant qu'il convient cependant d'actualiser certaines données compte tenu de l'avancement des travaux ainsi que le dimensionnement des garanties financières destinées à assurer la remise en état de la carrière en cas de défaillance de l'exploitant,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er}

Outre les dispositions figurant dans l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD M 017 du 23 avril 2008, la société LAFARGE PLATRES, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé au 500 rue Marcel Demonque – zone technologique Agroparc à AVIGNON (84915), est tenue de respecter les dispositions complémentaires suivantes pour l'exploitation d'une carrière de gypse sur le territoire des communes de LE PIN et de VILLEVAUDE.

Article 2 : Durée d'autorisation

Le 3° alinéa de l'article I-1 de l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD M 017 du 23 avril 2008 est remplacé par :

« L'autorisation est accordée pour une durée de **25 ans**, durée qui comprend la cessation des activités extractives, la remise en état des différentes excavations, le remblayage des parties souterraines, le démantèlement de toute infrastructure non nécessaire après la cessation d'activité ».

Article 3 : Rubriques de classement au titre des installations classées

Le tableau figurant à l'article I-2 de l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD M 017 du 23 avril 2008 est remplacé par :

N°	Libellé	Nature des activités	Régime
2510-1	Exploitation de carrières	Carrière de gypse d'une superficie cadastrale totale de 128ha 60a 53ca ▪ Renouvellement (en référence à l'arrêté préfectoral n°88 DAE 2M CAR 013 du 22 avril 1988) : 125 ha 92 a 72 ca ▪ Extension : 2 ha 67 a 81 ca Production maximale : 495 000 T/an Durée : 25 ans	Autorisation
2930-1	Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur	Atelier destiné à l'entretien des engins, implanté dans les galeries souterraines à l'est de l'usine, d'une superficie de 490 m²	Non classé (seuil de déclaration = 2 000 m²)

Article 4 : Volume et tonnage d'extraction

Le 1° alinéa de l'article I.3.3 de l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD M 017 du 23 avril 2008 est remplacé par :

« Au cours de la durée de la présente autorisation, la masse totale estimée du gisement de gypse à extraire est de 7 220 000 tonnes. L'extraction est réalisée au cours des 19 premières années ».

Article 5 : Conduite de l'exploitation à ciel ouvert

Le tableau figurant au 2° alinéa de la section 2 de l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD M 017 du 23 avril 2008 est remplacé par le tableau suivant :

Phases			Gypse (tonne)	Remblai ciel ouvert (m ³)	Remblai souterrain (m ³)	Apports extérieurs (m ³)
N°	Durée	Echéance				
1	2,5 ans	Fin 2010	950 000	575 000	77 300	0
2	2,5 ans	Avril 2013	950 000	937 900	18 000	0
3	5 ans	Avril 2018	1 900 000	1 476 000	0	0
4	5 ans	Avril 2023	1 900 000	1 716 000	492 000	492 000
5	4 ans	Avril 2027	1 520 000	1 253 000	1 612 600	1 924 000
6	6 ans	Avril 2033	0	2 662 000	207 600	2 848 200
Bilan	25 ans		7 220 000		2 407 500	5 264 200

Les plans intitulés phase 1 à phase 7, annexés à l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD M 017 du 23 avril 2008 sont remplacés par les plans intitulés phase 1 à phase 5 annexés au présent arrêté.

Article 6 : Montant des garanties financières

L'article V-1 de l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD M 017 du 23 avril 2008 est remplacé par :

« Article V-1 : Montant des garanties financières

Des garanties financières sont mises en place permettant la remise en état maximale au sein de cette période.

Pour la partie du site exploitée à ciel ouvert, la formule utilisée est celle relative aux carrières en fosse ou à flanc de relief, en référence à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 susvisé.

Pour la partie du site concernée par les activités en souterrain, le calcul est établi sur la base du coût unitaire du remblayage des galeries souterraines, comprenant l'approvisionnement en matériaux, leur mise en place, l'aérage, l'entretien des galeries et la maîtrise d'œuvre. Le coût unitaire appliqué est de 1,37 euro/m³ (1,05 euro/m³ x Indice TP01 en juin 2008 / Indice TP01 en juillet 2003) ».

Le montant de référence des garanties financières, exprimé en euro TTC ci-dessous, est calculé avec l'indice TP01 de juin 2008 = 630,7, et est établi comme suit :

Période	Phases correspondantes	Echéance	S ₁ max (ha)	S ₂ max (ha)	S ₃ max (ha)	Souterrain volume max (m ³)	Montant de référence (Cr)
1	1-2	Avril 2013	4,1	18,8	2,2	2 407 500	3 940 753
2	3	Avril 2018	3	19,3	2,3	2 312 200	3 806 347
3	4	Avril 2023	2,3	18,2	2,4	2 312 200	3 772 308
4	5-6 pp	Avril 2028	1,3	17,2	3,4	1 820 200	3 076 746
5	6 pp	Avril 2033	1,4	16,6	2	207 600	826 245

avec

S1 = somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 = Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

S3 = Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire de chaque front par la hauteur moyenne du front hors d'eau diminuée des surfaces remises en état.

Le coût des opérations de remise en état ne doit jamais excéder les montants fixés ci-dessus. »

Article 7 : Constitution des garanties financières

L'exploitant adresse au préfet, dans les trois mois suivant la notification du présent arrêté, un document attestant de la constitution des garanties financières, conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire figurant en annexe de l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996, dont le montant correspond à celui de la première période figurant dans le tableau de l'article 6 ci-dessus.

Article 8 : Surveillance des eaux souterraines

La dernière phrase du premier alinéa de l'article IV.3.2.6 de l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD M 017 du 23 avril 2008 est remplacée par :

« Ce réseau comprend a minima un forage en amont hydraulique et deux en aval. »

Article 9 : Sanctions

En cas d'inobservation des prescriptions fixées par le présent arrêté, l'exploitant encourt notamment les sanctions prévues par les articles L.514-1, L.514-10, L.514-11, L.514-12, L.514-14, L.514-15, L.514-18 et R.514-4 du Code de l'environnement.

Article 10 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Melun :

1°/ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit arrêté a été notifié ;

2°/ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511.1 du code de l'environnement, dans un délai de **quatre ans** à compter de la publication du présent acte.